



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 03 au 09 décembre 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 PERSAN : Sécurité alimentaire.....	3
-La Commission de l'océan Indien adopte une nouvelle plateforme pour faciliter les échanges commerciaux de produits agroalimentaires	
-4ème comité de pilotage du PRESAN Comment satisfaire les besoins alimentaires dans l'Indianocéanie ?	
1.2 Energies renouvelables.....	10
- Energies solaires : deux Nouvelles inaugurations à Madagascar et aux Comores	
- Energy Transition and Regional Strategy in Madagascar	
1.3 Programme MASE.....	13
- RCOC gets state-of-the-art Maritime Awareness System	
- RCOC on course to be fully operational by year-end	
1.4 Economie circulaire.....	19
- EcoActions : mieux comprendre le fonctionnement de l'économie circulaire	

II. Centres d'intérêts

1.1 Coopération régionale	20
-Créer une compagnie maritime pour l'Océan indien	
1.2 Sécurité maritime	21
-Les Seychelles signent quatre autres actes juridiques destinés à prévenir la pollution maritime par les navires	
1.3 Energies renouvelables.....	23
-Energie solaire reste un luxe en milieu rural	
1.4 Pêche illégale.....	25
- Two Sri Lankan fishing boats intercepted on suspicion of illegal fishing	

04 Decembre 2019

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12064/La+Commission+de+l%27oc%C3%A9an+Indien+adopte+une+nouvelle+plateforme+pour+faciliter+les+%C3%A9changes+commerciaux+de+produits+agroalimentaires>

La Commission de l'océan Indien adopte une nouvelle plateforme pour faciliter les échanges commerciaux de produits agroalimentaires

By: Sharon Enesta, Traduit par: Rudie Bastienne



M. Moustache a déclaré qu'une partie des objectifs de la plateforme est de satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de la région. (Gerard Larose, Seychelles Tourism Board)

(Seychelles News Agency) - Les membres de la Commission de l'océan Indien (**COI**) ont décidé de créer une plate-forme pour faciliter les échanges commerciaux de produits agricoles entre ses États membres.

Des représentants des États membres de la **COI** et de ses partenaires, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international pour le développement de l'agriculture et de l'alimentation (FIDA), se sont réunis mardi pour discuter des progrès de PRESAN.

PRESAN - le programme régional pour la **sécurité alimentaire** et la nutrition de la Commission de l'océan Indien, soutenu par la FAO - a été lancé aux Seychelles en mars de cette année.

Outre son aspect commercial, la plate-forme servira également à mobiliser des ressources en termes de soutien des donateurs ainsi que de projets visant à soutenir le secteur de l'agriculture dans l'océan Indien.

Antoine Moustache, secrétaire principal à l'agriculture et coordonnateur de l'initiative PRESAN aux Seychelles, a déclaré que la plate-forme aidera davantage PRESAN à atteindre ses objectifs.

"C'est pour satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de la région, ainsi que pour promouvoir des habitudes saines en matière de consommation alimentaire, réduire les impacts environnementaux et économiques négatifs des importations à longue distance, ainsi que sensibiliser et mieux comprendre les problèmes de **sécurité alimentaire** dans l'océan Indien", a expliqué M. Moustache.

M. Moustache a déclaré que la plate-forme sera basée à Madagascar, où il y a un bureau qui fait office de point central pour PRESAN.

"Notre aspiration est de voir tous nos produits en provenance de notre région, car nous savons que l'océan Indien a le potentiel", a expliqué M. Moustache, ajoutant: "dans le contexte des Seychelles, par exemple, nous pouvons voir des oignons et des pommes de terre provenant de Madagascar au lieu de l'Inde, et ce sera plus proche et moins cher. "

Mais M. Moustache a admis qu'il y avait de nombreux défis à venir: "Il n'existe aucun navire offrant un service de fret à cette fin dans la région, pas encore."

De plus, certains membres du CIO ne sont pas totalement conformes aux normes de base et internationales relatives à la réglementation en matière de santé et de biosécurité pour l'exportation de produits alimentaires.

Le secrétaire général du CIO, Hamada Madi, a souligné dans son allocution d'ouverture que la région avait beaucoup de potentiel, en particulier Madagascar, une grande île avec de nombreuses zones fertiles.

Photo : M. Madi (premier à gauche) a déclaré que la région de l'océan Indien avait beaucoup de potentiel.



M. Madi (premier à gauche) a déclaré que la région de l'océan Indien avait beaucoup de potentiel. (Joena Meme, Seychelles Nation) Photo License: [CC-BY](#)

M. Madi a ajouté que "PRESAN offre un cadre de coopération adapté pour atteindre l'objectif de développement durable numéro deux" zéro faim "qui vise non seulement à éradiquer la faim, mais également à améliorer l'accès

à une alimentation saine. La **COI** et ses partenaires, la FAO et le FIDA soutiennent les membres à regagner leur souveraineté alimentaire ".

M. Madi a en outre expliqué que "nos îles, en particulier les Seychelles, sont des importateurs nets de produits alimentaires et agricoles, souvent de pays lointains. Cette dépendance à l'égard des importations entraîne des coûts alimentaires parfois élevés, une vulnérabilité aux prix mondiaux ainsi qu'une importante empreinte carbone", a conclu M. Madi en ajoutant "et pourtant, l'océan Indien est capable de produire suffisamment d'aliments de qualité pour nourrir la population".

Des représentants de Maurice, de la Réunion (département français de l'océan Indien), des Comores, de Madagascar et des Seychelles (115 îles de l'océan Indien occidental) ont assisté à la réunion.

Les Seychelles exercent actuellement la présidence de la Commission de l'océan Indien.

Plus d'information :

- <https://allafrica.com/stories/201912041132.html>
- <https://kenya.shafaqna.com/EN/AL/469513>

Article en Anglais

- <http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12062/Indian+Ocean+Commission+agrees+on+new+platform+to+facilitate+business%2C+trade+of+agro-food+products>

04 Decembre 2019

[http://www.nation.sc/articles/2663/4me-comit-de-pilotage-du-presan-comment-](http://www.nation.sc/articles/2663/4me-comit-de-pilotage-du-presan-comment-satisfaire-les-besoins-alimentaires-dans-l-indianocanie-)

4ème comité de pilotage du PRESAN Comment satisfaire les besoins alimentaires dans l'Indianocéanie ?



Photo de famille des participants et invités (Photo : Joena Meme)

Les représentants des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) et des partenaires, notamment de la Food and Agriculture Organisation (FAO), se sont rencontrés hier à l'hôtel Coco d'Or pour discuter des avancées du Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN). Le ministre de la Pêche et de l'Agriculture, Charles Bastienne, le Secrétaire général de la COI, M. Hamada Madi, et le secrétaire principal ainsi que le correspondant national de la FAO M. Antoine Marie Moustache ont participé à l'ouverture de ce comité.

Quel est l'objectif de PRESAN ? Comme l'explique M. Madi, nos îles, particulièrement les Seychelles, sont des importateurs nets de denrées alimentaires et agricoles qui viennent souvent de territoires lointains. Cette dépendance aux importations entraîne des coûts parfois élevés des denrées alimentaires, une vulnérabilité aux aléas des cours mondiaux et aussi une empreinte carbone importante.

Et pourtant, l'Indianocéanie est en mesure de produire en quantité suffisante des aliments de qualité pour nourrir les populations. C'est dans ce contexte que la Commission de l'Océan Indien, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), met en œuvre le PRESAN.

Les objectifs du PRESAN sont de satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels de la région ; accompagner un changement dans les habitudes alimentaires vers des régimes plus sains ; et réduire les impacts environnementaux et économiques négatifs des importations provenant de pays lointains. Le comité de pilotage aide aussi à mieux comprendre les enjeux de sécurité alimentaire en Indianocéanie et de rencontrer les experts du PRESAN, de la FAO et des Etats membres

« Le PRESAN offre un cadre de coopération adapté pour réaliser l'objectif de développement durable numéro deux « zéro faim » qui vise non seulement à éradiquer la faim mais aussi à améliorer l'accès à une nourriture saine. La COI et ses partenaires, la FAO et FIDA soutiennent les Etats membres à recouvrer leur souveraineté alimentaire », a expliqué le Secrétaire général de la COI, M. Madi.

Il a aussi parlé de la chance que nous ayons la grande île Malgache dans notre région mais PRESAN ne se concentre pas uniquement sur Madagascar. « Les profils variés des agricultures de nos îles sont une chance et chaque Etat membre de la COI est directement concerné par le PRESAN qui ambitionne aussi de dynamiser le commerce régional des denrées agricoles et alimentaires », a ajouté M. Madi.

Pour sa part, M. Moustache a noté que c'est un fait que la surface agricole utile est très limitée aux Seychelles, ce qui nous empêche aujourd'hui de produire des denrées alimentaires en abondance. « Ces limitations topographiques expliquent la dépendance de notre pays aux importations alimentaires et agricoles. C'est pourquoi, pour les Seychelles, le PRESAN constitue une opportunité pour répondre aux besoins domestiques mais aussi pour développer des filières qui pourraient présenter des avantages comparatifs. Il ne fait aucun doute que le secteur de la pêche est notre principal atout pour participer à l'effort régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle », a-t-il noté.

Comme les Seychelles assument la présidence de la COI, M. Moustache a ajouté que c'est ensemble que nos îles pourront relever les défis regardant la sécurité alimentaire. Le développement du commerce intra régional est une nécessité non seulement pour répondre à la croissance économique et la diminution des émissions de gaz à effet de serre imputables aux importations lointaines. Il a aussi réaffirmé l'engagement ferme des Seychelles en faveur du PRESAN et plus généralement pour l'ensemble des actions collectives portées par la COI qui est la seule organisation régionale d'Afrique insulaire.

Parmi les points au programme du comité de pilotage du programme : la mise en place d'une plateforme de facilitation des affaires pour le commerce régional de produits agro-alimentaires ou encore la mobilisation des bailleurs pour des projets concrets (production, normes, semences...).

Cette réunion a regroupé les représentants de l'Ile de la Réunion (France), de Madagascar, des Comores, de l'Ile Maurice et des Seychelles.

Vidya Gappy

04 Decembre 2019

<https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/actualite-regionale-6-decembre-778759.html>

La COI, la Commission de l'Océan Indien, adopte une plateforme pour faciliter les échanges de produits alimentaires entre les îles

Comme dans toutes les institutions, à la COI on aime les sigles. Cette initiative s'appelle PRESAN – Programme Régional pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. On part d'un constat simple : certaines îles comme les Seychelles importent pratiquement toute leur alimentation, parfois de très loin. D'autres comme Madagascar, produisent beaucoup mais n'arrivent pas à exporter. Pourquoi les Seychelles importent-elles leurs oignons d'Inde alors qu'ils pourraient venir de Madagascar. Une fois le problème posé : on se heurte à une réalité. Il n'y a aucun transport de fret entre Madagascar et les Seychelles. A cela s'ajoutent des problèmes sanitaires : certains pays ne respectent pas les normes phytosanitaires élémentaires. Ainsi par exemple qui va acheter les tomates des Comores abondamment arrosées de pesticides dangereux ?

Ce programme PRESAN a donné lieu à maintes études et réunions d'experts.

04 Decembre 2019

http://www.newspress.fr/Communique_FR_312588_5825.aspx

Energies solaires : deux Nouvelles inaugurations à Madagascar et aux Comores

Le Programme ENERGIES, financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par la Commission de l'océan Indien, a inauguré deux structures à Madagascar et aux Comores les 22 et 23 novembre derniers. Pour accompagner la transition énergétique des États membres, ENERGIES met en oeuvre



des projets concrets, sur le terrain, de génération d'énergie propre et d'efficacité énergétique. L'énergie solaire est ici au coeur de ces projets. Il s'agit là d'une contribution concrète aux Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 7 "énergie propre et d'un coût abordable".

Kiosque solaire multifonctionnel à l'île aux Nattes (Madagascar)

L'objectif ? Améliorer les conditions de vie et le développement économique de la communauté grâce à l'énergie solaire.

En quoi cela consiste-t-il ? Un kiosque 33 m² sur lequel des panneaux photovoltaïques installés fournissent de l'électricité. Ainsi, ils alimentent un réfrigérateur, une machine à glace, une télévision et rechargent des lampes solaires qui éclaireront les soirées des villageois. À côté de ce kiosque, un puits à été creusé. Par l'intermédiaire d'un système de filtration de l'eau, des glaçons sont produits pour que les pêcheurs puissent transporter leurs pêches dans les glacières fournies vers les clients éloignés. Le conseil de village, à qui le kiosque et ses équipements ont été transmis, réfléchit déjà à d'autres projets à développer grâce à cette électricité solaire.

Ce projet se base sur des études menées sur le développement des énergies renouvelables dans l'Indianocéanie. Il s'inscrit en collaboration avec l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER). De plus, il a été conçu en accord avec les demandes et besoins des villageois pour faire de ce kiosque un lieu de vie pour la communauté tout en apportant l'électricité dans cette région isolée.

En parallèle de cette inauguration, 16 charbonniers ont été mis à l'honneur à l'île Sainte-Marie. Ils avaient suivi une formation sur les techniques de

carbonisation améliorée, proposée par le programme ENERGIES. Ils peuvent à présent mettre en application cette technique mais aussi former d'autres charbonniers.

Plateforme de formation solaire à Wanani, Mohéli (Comores)

L'objectif ? Renforcer les compétences et savoir-faire techniques en termes d'équipements solaires.

En quoi cela consiste-t-il ? Cette plateforme permet aux techniciens de mieux comprendre les technologies existantes en énergies solaires. Plusieurs systèmes sont mis à leur disposition :

Solaire photovoltaïque (4 modules photovoltaïques de 265Wc) Solaire thermique (système thermosiphon à capteur plan vitré) Structure support au sol Des techniciens intervenant dans la pose ou la maintenance des technologies solaires bénéficieront ainsi de formations. En outre, ils pourront également étudier les facteurs affectant l'efficacité de ces systèmes. Une première formation à l'installation d'équipements solaires thermiques et photovoltaïques a d'ailleurs déjà eu lieu du 20 au 26 octobre 2019. Ce projet participe à la transition énergétique de Mohéli grâce au solaire photovoltaïque (électricité) et au solaire thermique (chauffe).

Energy Transition and Regional Strategy in Madagascar



by Arnaud Lefevre , December 2, 2019

The Ministers of Energy of the Member States of the Indian Ocean Commission ([IOC](#)) met for two days to validate a regional energy transition strategy to improve the cooperation between the member countries, the technical, and financial partners.

[The European Union](#) financed many projects in the energy sector, including the promotion of renewable energies, in these Indian Ocean countries, including in Madagascar, as part of the implementation of the Energy Program by the IOC.

The Ambassador of the European Union to Madagascar, HE Mr. Giovanni Di Girolamo, raised that this new strategy aims to help the IOC member countries to make the energy transition with the promotion of renewable energies to fight the climate change.

The framework of this meeting between the ministers aimed to improve the exchanges of experiences and sharing of good practices as regards the use of renewable energies, to ensure energy efficiency. The regional strategy on energy transition will be submitted to the Council of Energy Ministers of IOC Member States at the end of this year.

Madagascar wants to give access to energy to more than 50% of the population against 15% by the end of 2018 and to double the power generation capacity in the next five years. Besides, Energy Minister [Vonjy Andriamanga](#) indicated that 70% of the electricity would come from renewable energies.

03 Decembre 2019

<http://www.nation.sc/articles/2638/rcoc-gets-state-of-the-art-maritime->

RCOC gets state-of-the-art Maritime Awareness System



Ambassador Degert addressing the gathering during the site visit (Photos: Thomas Meriton)

Shipping vessels operating in the Eastern Southern Africa and Indian Ocean (ESA-IO) region will be closely monitored than ever before now that the Regional Centre for Operations Coordination (RCOC) has been equipped with a Maritime Awareness System (MAS), capable of detecting activities at sea.

The state-of-the-art platform, based at the RCOC headquarters on Bois De Rose Avenue, will allow maritime authorities, coastguard, law enforcement agencies from the seven member states of the Western Indian Ocean – Mauritius, Madagascar, Comoros, France Reunion, Kenya, Djibouti and Seychelles – to perform real-time or historical surveillance on an area or fleet or vessel of interest and raise alerts upon events or specific behaviour such as their positions, movements and also their history including pollution at sea.

The Maritime Awareness System, a key tool for promoting maritime security in the Indian Ocean region, was funded by the European Union at a cost of €2.5 million under the programme to promote Regional Maritime Security (MASE).

In the margins of the 7th EU-Seychelles Political Dialogue, a delegation led by the ambassador of the European Union to the Republic of Seychelles,

Vincent Degert, and comprising ambassadors and representatives from 11 EU member States, joined representatives of EU NAVFOR Somalia Operation Atalanta on a site visit of the RCOC to attend a demonstration of the new surveillance system in the presence of the director of the centre, Colonel Georges Adeline, and the Rear Admiral of EU NAVFOR Somalia Operation Atalanta, Giovanni Piegaja.

Colonel Adeline, who gave an overview of the RCOC and its functions, thanked the EU for the donation and for supporting the centre and noted that without partnership and collaboration, it is practically impossible for a country to handle maritime security on its own.

He further said that the new system will be fully operational by the end of December 2019.

On explaining on the system, the deputy director of RCOC, Mauritian Police Superintendent Outam Guiness said: "It allows us, by sitting on the screen, to see the different types of ship movements in the region and so through a small dot on the screen we can see where a vessel is going, where it has come from and also we get a history of that vessel on whether it had stopped in our economic zone or on a continuous movement.

"And this is very important especially with the type of threats that we have in the region especially drug trafficking, illegal fishing and so from a screen we can monitor what they are doing".

He said that in the event of a suspect activity, the RCOC upon receiving data from the main server of Regional Maritime Information Infusion Centre (RMIFC) in Madagascar, coordinates with the member states which have various assets like ships and aircraft among others which are deployed towards the target area or vessel, something which was very difficult to do in the past.

Ambassador Degert said that they had wanted to see whether the centre was fully equipped to start moving to the buildup stage for the real operational phase and that they were very happy to have witnessed that everything was in place ready for the active start of the operation.

As for the interest of EU in tackling maritime insecurity in the region, Ambassador Degert said that if there is instability and insecurity in the region everybody will be affected as there won't be any trade, tourism or other economic activities and there is a need to boost capacity to manage the huge ocean or else its economic viability would be threatened. He noted that the EU has heavily invested €42 million in maritime security projects amid the threats which are still visible.

Ambassador Degert thanked the Seychelles government for showing a high level of commitment in safeguarding the region's maritime zone and highlighted the important role played by the Indian Ocean Commission (IOC) under the MASE programme for the establishment of the RCOC in Seychelles. He reiterated EU's continued partnership in maritime security in the region.

The RCOC's main mission is to plan and coordinate maritime security operations. It was inaugurated in July 2017.

Patrick Joubert

Plus d'information voir les vidéos

- https://www.youtube.com/watch?v=SS_VFhyS21A
- https://www.youtube.com/watch?v=q6-dXdPmv-U&fbclid=IwAR2NTSnlrkRZhHq-8qtHpfMdLQF6NHznA3j-XQy_LtAEyKrqnUswI4iFtr4

06 Decembre 2019

<http://www.nation.sc/articles/2695/rcoc-on-course-to-be-fully-operational-by-year->

RCOC on course to be fully operational by year-end



A souvenir photograph after the official opening of the meeting (Photo: Jude Morel)

The Regional Coordination of Operations Centre, one of the two centres that form part of a maritime security architecture for the Western Indian Ocean, under the Maritime Security in Eastern & Southern Africa & Indian Ocean programme, is on course to be fully operational by the end of the year.

The announcement was made yesterday during the 4th Maritime Security in Eastern & Southern Africa & Indian Ocean (Mase) steering committee meeting, organised jointly by the department of home affairs and the Indian Ocean Commission (IOC) in which members of the committee analysed the progress made so far on the programme, the current situation in terms of maritime security and maritime threats in the region as well as the way forward.

In his opening address, Chief of Staff of the Seychelles People's Defence Forces (SPDF) Michael Rosette noted how ill-prepared the world was against the menace of piracy off the coast of Somalia and the great strides that have been made towards combating the scourge.

"Today, we are proud that the arduous task undertaken by all our countries have culminated into a shared vision and mutual drive to tackle all forms of maritime threats, so as to keep our oceans safe and secure. It is with great

pride that Seychelles recognises the achievements of the Mase programme in that regard. The assistance extended (by the European Union) has served to strengthen that capacity of the region and empowered our state to adopt a consolidated approach to maritime security and safety,” Colonel Rosette stated.

Colonel Rosette further noted the need for member countries to work and collaborate together to further combat prevalent maritime threats, including drug trafficking and illegal, unreported and unlicensed (IUU) fishing among other illicit maritime activities.

The Mase programme is funded by the European Union and led by the IOC and based on the notion that cooperation and coordination is the safest and most effective way to improve maritime control and surveillance. Through two regional agreements, it establishes two regional centres, namely, the Regional Maritime Information Fusion Centre (RMIFC) to deepen maritime domain awareness by parties and facilitate the exchange and sharing of maritime information, while the RCOC is dedicated to coordinating operations at sea.

EU representative for Mauritius Arunsingh Ramdenis reiterated the instrumental role of the IOC as a facilitator for the signing of the two agreements and the establishment of the two regional centres. He, on behalf of the EU thanked all partner countries and all involved, for their efforts towards the regionally-owned maritime security architecture.

“The recent Cutlass 19.2 exercise shows that the main international actors are now aware of the potential and capacities of your centres. I would like to commend the countries of the region, for acknowledging the need to share information at a regional level, and undertake joint actions at sea in order to combat piracy,” Mr Ramdenis stated.

Director of the RCOC, Colonel Georges Adeline, affirmed that the RCOC centre will be fully operational by the stated timeframe, having been equipped with the necessary equipment already.

Highlighting the benefits of the centre to Seychelles, Colonel Adeline noted that all member countries are regarded as equal in the maritime security architecture and Seychelles will benefit as much as other countries.

“In the region there are lots of international communities that are already functioning, namely the EU Navfor which has led the combat against piracy, combined joint taskforce (CMS) who are currently combatting illegal drug trafficking, and us RCOC, we are a regional group. When the scourge of piracy emerged, the foreign forces cooperated and worked together to fight the scourge and have managed to control it, but there was not in the region

any countries that grouped together to combat illegal maritime activities,” said Colonel Adeline.

“It is good for these countries to group together in the event that forces that are not permanent in the region decide to leave, they can complement the work carried out by the international forces,” Colonel Adeline concluded.

Laura Pillay

EcoActions : mieux comprendre le fonctionnement de l'économie circulaire

by Shabneeze Oozee



L'économie circulaire expliquée aux jeunes appelés à devenir des acteurs du changement. Un forum se tient du 9 au 11 décembre 2019 dans cette optique. Une initiative de la Commission de l'Océan Indien. La première édition de EcoActions sera l'occasion de comprendre le fonctionnement de l'économie circulaire, les intérêts, enjeux ou encore les contraintes. Ce forum récompensera aussi les gagnants du Blue Champion Award. 34 candidatures ont été reçues, dont 12 ont été retenues pour la finale régionale.

12 | Actualité

Bernard Picardo (président de la Chambre des Métiers de La Réunion)

«Créer une compagnie maritime pour l'océan Indien»

Il y a définitivement des avenues de coopération qui sont mutuellement bénéfiques pour Maurice et La Réunion. C'est l'avis du président de la Chambre des Métiers de La Réunion qui était de passage dans l'île récemment.



La Réunion et Maurice ont inauguré le 20 novembre un programme de coopération, visant à identifier et maîtriser le territoire au jardin de Pamplemousses. Quels sont les autres champs de collaboration entre la Chambre des Métiers de La Réunion et ses interlocuteurs mauriciens ?

La collaboration entre nos îles se poursuit. Elle se traduit notamment sous la forme d'un transfert de compétences. Nous avons récemment assuré la liaison entre un consultant réunionnais et une entreprise mauricienne pour la formation en plomberie d'un groupe de techniciens. Nous pouvons aussi prendre l'exemple sur Rodrigues où on a formé des charcutiers et les avons accompagnés sur un projet d'abattoir. Il y a des avancées sur le plan de la coopération régionale et l'échange

d'expertise entre nos îles.

Des représentants mauriciens en visite chez nous ont montré de l'intérêt pour notre outil axé sur le pôle innovation, particulièrement sur les bords tropicaux. Notre volonté est d'accompagner Maurice sur tout projet de transition écologique vers les bords tropicaux.

Quels sont les domaines où l'expertise mauricienne peut profiter aux entrepreneurs réunionnais ?

Je crois que Maurice a une belle expertise dans le domaine touristique. Il a su développer son offre en la matière. Le concept des îles Vanille a mis en exergue l'importance pour les opérateurs de la région de collaborer pour renforcer l'attrait de nos destinations. C'est important de continuer à travailler là-dessus, dans une approche

un peu plus macroéconomique, avec la connectivité maritime.

Lors de la dernière assemblée de la Commission de l'océan Indien qui s'est tenue à La Réunion, la nécessité d'un transport maritime océan Indien a été remise sur la table. Si l'on veut que nos entreprises coopèrent de manière plus efficace et optimale, il faut créer une compagnie maritime pour l'océan Indien. On doit assurer une meilleure connexion maritime aux entreprises de la région. Ce faisant, on rendra les échanges moins coûteux. Ce sont des domaines où il faut qu'on travaille avec Maurice et les autres îles de l'océan Indien.

La situation au niveau de l'emploi se dégrade à La Réunion. Un Réunionnais sur quatre est sans-emploi et 42 % des jeunes sont concernés, selon

l'Insee. Vos commentaires ?

Il y a de vrais défis à relever. Il y a de vrais défis à relever. L'ai pu comprendre qu'à ce jour, ce n'est pas forcément les défis qui se posent à Maurice. Chaque année, un monde croissant de jeunes arrivent sur le marché du travail, et l'on dispose d'une population très jeune à La Réunion. Pour soutenir la comparaison, dans les années 50, la population réunionnaise comprenait 250 000 âmes. Aujourd'hui, 250 000 jeunes sortent de l'école. Il faut les accompagner et créer de l'emploi.

Comment la coopération régionale peut-elle permettre de résorber le chômage ?

Nous avons mis en place une Commission sur la coopération qui permet de suivre les dossiers et de mettre en place les politiques nécessaires et de les faire avancer. La coopération reste essentielle car nous sommes quand même sur un marché restreint à La Réunion, avec 850 000 habitants. La première frontière pour nous reste la mer. Comment on arrive à créer du lien ? La coopération avec les îles de l'océan Indien se présente comme la première étape, et particulièrement avec les îles francophones, dont Maurice.

La coopération est un sujet important, surtout pour nos entreprises, dont un certain nombre sont déjà implantées à Maurice.

Joanna SEENAYEN

06 Décembre 2019

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/12071/Les+Seychelles+signent+qu>

Les Seychelles signent quatre autres actes juridiques destinés à prévenir la pollution maritime par les navires

| By: **Betymie Bonnelame** Traduit par: **Rudie Bastienne**



M. Renaud (à droite) a présenté les instruments au secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI), Kitack Lim à Londres la semaine dernière. (Department of Civil Aviation, Ports & Marine)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles ont montré leur engagement à protéger l'environnement marin de la nation insulaire après avoir signé quatre autres actes juridiques d'une convention internationale pour la prévention de la pollution maritime (MARPOL), a déclaré jeudi un haut responsable du gouvernement.

Le secrétaire principal pour l'aviation civile, des ports et de la marine, Alan Renaud, a présenté les instruments au secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI), Kitack Lim, au siège de l'OMI à Londres la semaine dernière.

"L'adhésion des Seychelles à ces annexes prouve notre engagement, en tant que nation responsable du pavillon, à réduire la pollution par les navires - en protégeant non seulement notre propre environnement marin, mais aussi celui de tous les autres. Les eaux océaniques n'ont pas de passeport", a déclaré Didier Dogley, ministre du Tourisme, de l'aviation civil des Ports et de la Marine.

Les Seychelles ont à l'origine adhéré à MARPOL 73/78 et à ses deux annexes I et II obligatoires en novembre 1990.

La nation insulaire a désormais adhéré aux annexes pour la prévention de la pollution par les substances nocives transportées par la mer sous forme emballée; prévention de la pollution par les eaux usées des navires; prévention de la pollution par les ordures des navires; et la prévention de la pollution atmosphérique par les navires.

La Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) est la principale convention internationale couvrant la prévention de la pollution du milieu marin par les navires de causes opérationnelles ou accidentelles.

Une adhésion est un acte par lequel un État cherche à devenir partie d'un traité déjà négocié et signé par d'autres États, généralement après son entrée en vigueur. Elle a le même effet juridique que la ratification.

M. Renaud a déclaré qu'en tant que nation insulaire, "le transport maritime sera toujours un élément indispensable de notre économie, tout comme notre capital naturel, et nous le tenons juste et équitable, afin que les opérations de transport dans nos eaux soient effectuées de manière à les maintenir propre et sûr. "

Il a ajouté que "si nous ne parvenons pas à mettre en œuvre des normes convenues au niveau mondial pour prévenir la pollution marine, nous risquons de faire de nos mers un refuge pour les expéditions inférieures aux normes.

Et sans la législation nécessaire, nous ne pouvons même pas appliquer les normes, ce qui explique pourquoi notre prochaine action consistera à incorporer les annexes dans la loi des Seychelles, à donner à notre nouvelle autorité de la sécurité maritime le pouvoir de s'attaquer aux mauvais acteurs, mais nous espérons qu'ils seront rares. "

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, possèdent une zone économique exclusive de 1,4 million de kilomètres carrés, qui fait de la santé de l'océan un élément fondamental de son économie.

Le ministre Dogley a déclaré: "Les plages de notre précieux joyau, Aldabra, et du site du patrimoine mondial de l'UNESCO, sont couvertes de tongs, de matériel de pêche et de bouteilles en plastique de gens de mer et d'expéditeurs qui exercent leurs activités à des milliers de kilomètres de là; empêche les tortues de nidifier et enchevêtrent les oiseaux de mer (...) la bataille pour garder nos îles scintillantes propres ne peut être remportée par nous-mêmes, mais uniquement en concert et en communauté partagée avec le monde.

Conformément aux réglementations de l'OMI, les instruments entreront en vigueur pour les Seychelles à compter du 29 février 2020.

06 Décembre 2019

<https://lexpress.mg/05/12/2019/energie-solaire-lelectrification-reste-un-luxe-en->

Énergie solaire : L'électrification reste un luxe en milieu rural

© 5 décembre 2019 Harilalaina Rakotobe 366 Vues 2 minute(s) pour lire



L'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques devient incontournable. Des femmes ingénieures solaires s'y attèlent.

Un demi-million de ménage électrifié d'ici 2030. C'est l'objectif que se fixe le Programme National Barefoot College (PNBC) qui a sorti, avant-hier, sa première cuvée d'ingénieur solaire formé dans le centre de formation de Tsiafajavona, dans le district d'Ambatolampy. Seulement 15 % des habitants sont raccordés à un réseau électrique. Ce taux atteint 58 % en milieu urbain pour chuter à 4,7 % en milieu rural, qui concentre pourtant 70 % de la population du pays. Dans une tentative d'amélioration de ces statistiques, le PNBC a ainsi mis en place le centre solaire d'Ambatolampy qui s'adresse particulièrement à la formation en technologie solaire à des femmes d'âge mur et qui n'ont pas ou peu d'éducation scolaire. « L'idée est de favoriser leur émancipation et leur autonomie. Auparavant, pour se former et devenir des ingénieurs solaires attitrés, ces femmes devaient partir en Inde pour une durée de cinq mois. Une situation qui limitait le nombre de participantes à cause de l'éloignement et du budget. À présent, ces ingénieurs solaires formés au pays sont à même de partager leur expérience pour améliorer le taux d'électrification dans les zones les plus reculées », explique Voahirana Randriambola, responsable du programme Barefoot au sein du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Onéreux

La plupart des Malgaches conçoivent le recours à la source d'énergie solaire comme étant une alternative coûteuse. L'usage des panneaux solaires est pourtant primordial pour échapper aux problèmes persistants de l'approvisionnement en électricité. Cependant, les observations recueillies par les techniciens de ce programme du Barefoot, près de 60% des ménages bénéficiaires ont déclaré avoir fait des économies en adoptant ce procédé. « Cette approche de la mamie solaire est unique car les membres vulnérables d'une communauté ont enfin l'occasion d'apporter un accès à l'électricité. C'est à travers ce principe que nous allons, à partir de demain,

Two Sri Lankan fishing boats intercepted on suspicion of illegal fishing



Two Sri Lankan registered fishing boats have been intercepted by the Seychelles Coast Guard (SCG) on suspicion of fishing illegally in the Seychelles Exclusive Economic Zone (EEZ).

One of the boats named *Speed Bird* with five crew on board, was first spotted and confronted by a local fishing vessel operating south of Mahé on Thursday December 5, 2019. SCG Patrol Boat *La Fleche* that was on patrol in the area was diverted to intervene.

Seychelles Air Force (SAF) Dornier patrol aircraft then spotted another vessel further south, and again *La Fleche* proceeded to intercept and board this second boat named *Maduka* with six crew on board.

Inspections carried out by the Coast Guard boarding teams on both vessels indicated that they may have been involved in illegal fishing activities within Seychelles waters.

Following consultation with the Seychelles Fishing Authority (SFA), the two boats were escorted to Port Victoria by *La Fleche* and *Topaz* patrol boats for further investigation.

The two boats arrived in Port Victoria in the early hours of yesterday and have subsequently been handed over to the SFA and the police.

This is the sixth and seventh suspected illegal fishing case that has been investigated since the start of 2019. Four out of the seven cases resulted in successful prosecution in the Supreme Court of Seychelles.

The accompanying photographs show *La Fleche* and *Topaz* after they had intercepted the two fishing boats.